



SERVICE DE PRESSE

Dubaï, 2 décembre 2023

COMMUNIQUÉ

LES DIRIGEANTS INTERNATIONAUX SE RÉUNISSENT LORS DE LA COP28 POUR LANCER UNE NOUVELLE INITIATIVE VISANT À ACCÉLÉRER UNE TRANSITION JUSTE DU CHARBON

La demande mondiale de charbon a atteint un niveau record en 2022, avec 8,3 milliards de tonnes. Plus de 500 GW de nouvelles capacités de production ou centrales à charbon sont prévues ou sont déjà en construction. Or, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, le monde devrait convertir, transformer et mettre hors service l'équivalent de près de 100GW de capacités de charbon par an.

Les projections du GIEC, de l'ONU et de l'AIE sont claires. L'ensemble des participants ont ainsi réaffirmé la nécessité d'accélérer les efforts en vue de l'élimination progressive du charbon sans abattement dans le mix énergétique mondial, si nous voulons maintenir l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5 °C, conformément à l'Accord de Paris.

Dans le même temps, l'élimination progressive du charbon soulève des préoccupations légitimes, que ce soit sur la sécurité énergétique, le maintien de l'emploi ou encore la stabilité économique des économies dépendantes du charbon, bien que les avantages en soient évidents, notamment pour la santé publique, grâce à une meilleure qualité de l'air. Les transitions doivent être rapides, efficaces et pilotées par les pays eux-mêmes de manière juste, en tenant compte du fait que : i) aucun pays ne devrait avoir à choisir entre la lutte contre la pauvreté et la protection de la planète ; ii) chaque pays doit poursuivre sa propre trajectoire nationale ; et iii) il est nécessaire d'augmenter le soutien financier public et privé, afin d'accélérer la transition énergétique dans les économies en développement, comme le rappelle le Pacte de Paris pour les peuples et la planète.

Le monde est aujourd'hui à la croisée des chemins. De nombreux travaux ont été réalisés ces dernières années pour étudier la transition énergétique dans les marchés émergents et les pays en développement, et des partenariats - notamment les partenariats pour une transition énergétique juste (JETP) - ont été mis en place. Mais, pour être crédible, l'élimination progressive du charbon nécessite une augmentation massive des capacités de production d'énergie propre. Cependant, en l'absence de lignes directrices et d'incitations au niveau mondial, le secteur privé continuera à financer de nouveaux actifs liés au charbon, tandis que le marché des énergies renouvelables, qui exige un fort investissement en capital, est rendu plus compliqué en période de taux d'intérêt élevés. De nombreux pays ne disposent pas non plus d'options financières viables pour investir dans l'adaptation, ni dans la réaffectation et

l'élimination progressive de leurs parcs de centrales à charbon existants, tout en protégeant les emplois, le niveau de vie des populations et la sécurité énergétique.

Réunis aujourd'hui à COP28 à Dubaï, les participants ont lancé l'initiative d'un "accélérateur de la sortie du charbon" (*Coal Transition Accelerator*, CTA) afin de partager leur expertise, concevoir de nouvelles politiques - en identifiant notamment les meilleures pratiques, et de débloquer de nouvelles sources de financement public et privé pour faciliter la transition juste du charbon vers l'énergie propre.

Dans le cadre de cette initiative, les participants poursuivront leurs travaux selon trois axes :

1. Un soutien commun à l'engagement de tripler les investissements et le déploiement des énergies renouvelables d'ici 2030. La Banque mondiale sera chargée de piloter l'élaboration d'une stratégie visant à réduire le coût du capital pour les investissements dans les énergies propres dans les marchés en développement et émergents.

2. Le lancement d'une Commission sur la transition du charbon qui proposera des options et des solutions en tenant compte des initiatives existantes, afin de débloquer de nouvelles sources de financement public et privé pour la transition du parc existant de centrales à charbon sans abattement, y compris pour accélérer la réaffectation du charbon vers la production d'énergies propres, dont le choix peut dépendre des stratégies nationales. Ce travail visera à accélérer la mise en œuvre des partenariats pour une transition énergétique juste (JETP). Il comprendra des recommandations portant sur un nouveau système de transparence sur les émissions liées au financement du secteur privé en direction du charbon.

3. L'établissement d'un standard de référence par l'OCDE, avec le soutien de l'AIE, afin de mesurer et évaluer les risques climatiques et financiers liés aux investissements du secteur privé dans de nouvelles centrales à charbon, en vue de réorienter ces investissements vers la transition énergétique et les énergies propres.

Les pays qui ont participé à cet événement organisé par la France à l'occasion de la COP28 sont les suivants : Canada, États-Unis d'Amérique, Malaisie, Royaume-Uni, Sénégal et Vietnam.

Les organisations qui ont participé sont les suivantes : Commission européenne, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Agence internationale de l'énergie, Banque mondiale, Banque asiatique de développement (BAD), Bloomberg Philanthropies, Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ) et Powering Past Coal Alliance (PPCA).

Les participants prévoient de se retrouver en marge des prochaines réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI et lors du Sommet de l'avenir des Nations unies en septembre 2024 pour faire avancer ces trois piliers.

Un groupe de travail sera mis en place et fera rapport à la Commission du CTA, lors des réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI, sur la manière de déployer efficacement les financements publics et privés pour soutenir la transition accélérée des actifs en charbon existants dans les marchés émergents et les économies en développement.

Dans le cadre de la COP28, de nouveaux membres et partenaires, notamment la République tchèque, Chypre, la République dominicaine, le Kosovo, l'Islande et la Norvège, ont également rejoint la Powering Past Coal Alliance (PPCA), la coalition de gouvernements nationaux et locaux, d'entreprises et d'organisations qui œuvrent en faveur de la transition de la production

Les États-Unis d'Amérique ont également annoncé lors de l'événement du CTA qu'ils rejoignaient cette alliance, en s'appuyant sur l'approche du président Biden en matière de revitalisation économique, en ciblant un engagement et des investissements auprès des communautés les plus touchées par ces enjeux de transition. Cette décision souligne l'évolution rapide vers un avenir sans charbon dans les pays développés, malgré la crise énergétique.